

## Consommation, dépenses publiques, investissements et production en RDC. Analyse des effets boomerang

Consumption, public expenditure, investment and production in the DRC.  
Analysis of boomerang effects

Gaylord Mindongo Nivulije<sup>1</sup> et Bobo B. Kabungu<sup>2</sup>

- 1 Economiste, Assistant de Recherche de 1<sup>er</sup> mandat au CRESH et Assistant à l'ISP/Gombe. Courriel : [mindongogaylord@gmail.com](mailto:mindongogaylord@gmail.com). Tél. : +243 821115607.
- 2 Economiste, Ph.D. en Administration publique, Postdoctorant en Développement international et doctorant en Management et sciences économiques. Chef du Département de Recherche en Economie et Finances. Courriel : [bobokabungu@gmail.com](mailto:bobokabungu@gmail.com). Tél. : +243 829902039.



Received: 19 november 2022

Accepted: 16 february 2022

available online: 9 june, 2023

**Résumé.** *L'analyse macroéconomique s'intéresse, entre autres, aux relations entre les principaux agrégats afin d'orienter le décideur quant à l'utilisation de l'un pour agir sur l'autre et parvenir aux résultats escomptés. La présente étude s'inscrit dans cette optique. En recourant au Vecteur Autorégressif Structurel (SVAR), elle vérifie empiriquement, pour les données de 1960 à 2015, les effets feedback entre la consommation, les dépenses publiques, la formation brute du capital fixe et le PIB de l'économie congolaise. Il en ressort que les influences diffèrent d'une variable à une autre et que le temps modifie les résultats de court terme, les théories économiques s'accordant plus aux réalités de long terme en RDC.*

**Mots-clés :** PIB, consommation des ménages, dépenses gouvernementales, formation brute du capital fixe, effets feed-back, Congo démocratique.

**Abstract.** *Macroeconomic analysis is interested, among other things, in the relationships between the main aggregates in order to guide the decision-maker as to the use of one variable to act on another and achieve the expected results. This study falls within this perspective. Using the Structural Autoregressive Vector (SVAR), it empirically verifies, for data from 1960 to 2015, the feedback effects between consumption, public expenditure, gross fixed capital formation and GDP of the Congolese economy. It shows that the influences differ from one variable to another and that time modifies the short-term results, the economic theories being more in tune with the long-term realities in the DRC.*

**Keywords:** GDP, household consumption, government spending, gross fixed capital formation, feedback effects, Democratic Congo.

## 1. Introduction

La situation mondiale est marquée par la globalisation. Et, les Etats doivent mettre en place des politiques économiques efficaces pour assurer le bien-être de la population en agissant sur les différents agrégats macroéconomiques.

En effet, au cours des 20 dernières années, la RDC a connu trois années de croissance négative de ses exportations: 1997 (crise financière de l'Asie de l'Est), 2001 (11 septembre) et 2009 (crise financière internationale). Avec la récession globale de 2009 et le déclin qui s'en est suivi au niveau des volumes et des prix des exportations, la part de ces dernières dans le PIB a chuté, passant de 40 à 27% (Groupe de la Banque Mondiale, 2015).

Entre 1960 et 2015, l'économie congolaise est caractérisée par différents chocs de diverses natures. A titre illustratif, on peut citer l'indépendance du pays au 30 juin 1960. De 1961 à 1968, on a assisté à l'expansion économique grâce à la floraison du prix de café et du cuivre. De 1971 à 1974, il s'est observé la crise financière accompagnée du choc pétrolier et des mesures de zaïrianisation. Entre 1975 et 1980, les faits saillants sont la montée du poids de la dette, la rupture avec les programmes d'ajustement structurels, etc. ont eu des répercussions sur le cadre macroéconomique dans les années 90. Le financement du déficit de l'Etat durant cette période par des avances de la BCC a entraîné une augmentation de la masse monétaire en circulation alors que le niveau de la production des biens et services n'avait pas connu la même variation. De ce fait, tous les indicateurs macroéconomiques étaient au rouge entre autre le taux de croissance négatif d'environ 7% en moyenne, l'hyperinflation de 9697% en 1994, la baisse des recettes publiques alors que les dépenses publiques augmentaient sensiblement. L'assainissement du cadre macroéconomique due à l'adoption des politiques budgétaires et monétaires restrictives depuis 2001 a permis à la RDC de renouer avec la croissance économique, de rompre avec l'hyperinflation ain-

si que de réduire les déficits publics et limiter l'accroissement du taux d'endettement.

En dépit de ces réformes, l'économie congolaise reste soumise à des contraintes structurelles qui affectent sensiblement l'efficacité des politiques économiques notamment la faible diversification des secteurs d'activités, sa vulnérabilité face aux chocs exogènes des prix internationaux, les problèmes de coulage des recettes publiques, etc.

Depuis ces dernières années, des institutions régionales et internationales (FMI, 2014 ; Banque Mondiale, 2015 ; PNUD, 2014), des structures nationales (BCC, 2014) ainsi que des chercheurs (Ngondo, 2014 ; Mubimba, 2014 ; Mukwamba, 2014 ; Tshiala, 2014 ; Ngonga et Tombola, 2015) s'accordent tous sur une stabilité macroéconomique et une croissance économique vigoureuse et résiliente en RDC. Toutefois, tous sont unanimes et reconnaissent que cette croissance se réalise sur fond de persistance des taux élevés de chômage et de pauvreté. Tous estiment que le défi majeur consiste à mettre les retombées de cette croissance au service du développement humain.

En effet, le développement économique et social est au centre de toute politique économique. Et dans une économie dite « fermée », la production est la sommation de trois composantes fondamentales de la demande pouvant permettre de booster l'économie. Il s'agit de la consommation des ménages, les investissements et les dépenses gouvernementales. Ces indicateurs constituent des agrégats macroéconomiques indispensables à la mise en place des bonnes politiques économiques et à la stabilité macroéconomique d'un pays. L'étude des comportements de ces deniers agrégats est donc un enjeu majeur de l'analyse économique. Dès lors, il apparaît judicieux de vérifier si ces trois variables constituent des véritables catalyseurs de la production en RDC.

La présente étude porte sur l'analyse des effets feedback ou boomerang entre la consommation, les dépenses publiques, la formation brute du capital fixe et le Produit intérieur brut dans

l'économie congolaise en utilisant l'approche économétrique Vecteur autorégressif structuré (SVAR). Elle consiste à analyser les interrelations entre ces agrégats afin de proposer un modèle efficace de création des richesses nationales. La question à laquelle il faudrait répondre est celle de savoir : quelle est la principale variable pouvant booster le PIB de la RDC à court et à long termes. L'objectif général est donc d'analyser les interrelations entre les variables susmentionnées afin d'identifier les variables pertinentes susceptibles d'influer sur la production ou le revenu national de la RDC.

Le document s'articule autour de trois grandes parties. La première traite de la revue de littérature présentant un résumé de différentes

études portant sur le même sujet. La deuxième partie étaye la méthodologie d'analyse. La troisième est consacrée à présentation et à l'interprétation des résultats. Enfin, une conclusion et les limites de l'étude permettront d'apprécier la qualité des résultats obtenus, en vue d'en entrevoir d'autres.

## 2. Revue de littérature

En analyse macroéconomique, deux thèses s'affrontent : la thèse de la théorie de l'offre et celle de la demande. Pour cette dernière thèse de plus en plus plébiscitée, il faudrait agir sur les composantes de la demande pour booster la production et, par ricochet, le revenu. Le tableau ci-dessous reprend les résultats de quelques études phares dans le domaine.

Tableau 1. Informations-clés de la revue de la littérature

Auteur, année	Résultats de l'étude
Tcheta-Bampa, 2012	Partant du cas de la RDC, de 1920 à 2000, l'étude révèle que le stock du capital public et du capital humain a des impacts non significativement positifs sur la croissance à long terme.
CRADES (n. d.)	Avec pour terrain d'analyse le Sénégal, le papier suggère que l'Etat augmente l'investissement, en vue de booster la croissance du PIB qui est le principal déterminant de la consommation, lutter contre l'inflation afin d'augmenter le pouvoir d'achat des ménages
Feldstein et Horioka (1980)	Les auteurs s'appesantissent sur le cas d'une économie fermée. Ils démontrent que l'épargne nationale est égale à l'investissement national et tout accroissement de l'épargne induit un accroissement identique de l'investissement. En revanche, si le degré de mobilité du capital est élevé, cette même politique en faveur de l'épargne aura au moins un impact sur l'investissement du pays. L'impact des politiques économiques peut être faible ou fort suivant que l'Etat dégage le surplus ou des déficits budgétaires.
Mansouri (2003)	A partir de l'exemple de l'économie marocaine, l'étude indique que les dépenses publiques en capital ont un effet d'entraînement sur l'investissement privé et la croissance économique réelle dans le cas marocain. En adoptant de multiples approches alternatives, l'effet d'entraînement se confirme, suggérant que les dépenses publiques en capital sont plus concentrées dans des secteurs complémentaires de l'investissement privé. Quant aux dépenses de consommation publique, elles évincent l'investissement privé, impliquant que le gaspillage sévissant au sein du secteur public est nuisible pour l'accumulation du capital au sein du secteur privé.
Vinod, 2002	La question n'est pas le rythme de la croissance économique mais plutôt les indicateurs qualitatifs pour parvenir à des améliorations durables du bien-être social
Mlachila et al., 2015	Si les infrastructures lourdes peuvent, à court terme, ouvrir dans une certaine mesure les portes de la croissance, ce sont les infrastructures légères qui permettent de pérenniser la croissance
Bossekota (2001)	Certes, le cadre macro-politique prime sur celui macro-économique, mais c'est ce dernier qui, sur le plan opérationnel, produit les résultats escomptés. Ainsi, le rôle de la politique budgétaire en général (et les dépenses gouvernementales en particulier) est déterminant dans la marche vers l'émergence.
Jones (2000)	Les pays dans lesquels le gouvernement utilise son pouvoir pour détourner les ressources ou favoriser leur détournement, réussissent beaucoup moins bien. Pour parvenir à des meilleures performances économiques en RDC profitant à la population, il est donc prioritaire d'investir dans des programmes capables d'assainir la gouvernance permettant une meilleure distribution des richesses.

Source : Présentation des auteurs sur la base des travaux de ceux cités dans la colonne 1.

Il ressort de cette revue que les composantes de la demande dans une économie fermée (la consommation, l'investissement et les dépenses publiques) constituent des outils pouvant booster l'activité et, par voie de conséquence, le bien-être. Cependant, les variables institutionnelles ont également leur partition à jouer dans le concert du développement socioéconomique du pays considéré. .

### 3. Méthodologie du travail

#### 1.1. Modèle et processus d'analyse

La présente étude vise à analyser les effets boomerang entre le Produit Intérieur Brut (PIB), la Consommation (Cons), les Dépenses Publiques (DP) et la Formation Brute du Capital Fixe (FBCF), dans l'économie congolaise par l'approche économétrique Vecteur Autorégressif Structurel (SVAR). La démarche consiste à recourir à des vérifications empiriques des liens entre les variables précitées afin de déterminer les interrelations qui existeraient entre elles, mais aussi d'évaluer la réponse de ces grandeurs aux chocs endogènes dus aux itérations de chaque agrégat.

Des matrices de corrélation des analyses de tendance et des tests d'intégration entre les variables seront, par ailleurs, présentées en vue d'aider à valider de manière empirique l'orientation du lien de cause à effet, telle que présentée par la théorie économique. Le test d'intégration utilisé dans le cadre de la présente étude est celui de la stationnarité sur la valeur résiduelle des équations estimatives. L'équation du test de *Dickey Fuller Augmenté* (ADF) a été utilisée pour tester la stationnarité des différentes variables.

#### 1.2. Spécification du modèle

##### 1.2.1. Forme structurelle

Le modèle d'analyse (SVAR) utilisé est le suivant :

$$\begin{pmatrix} 1 & b_{12} & b_{13} & b_{14} \\ b_{21} & 1 & b_{23} & b_{24} \\ b_{31} & b_{32} & 1 & b_{34} \\ b_{41} & b_{42} & b_{43} & 1 \end{pmatrix} \begin{pmatrix} dICons_t \\ dIDP_t \\ dIFBCF_t \\ dIIPB_t \end{pmatrix} = \begin{pmatrix} b_{10} \\ b_{20} \\ b_{30} \\ b_{40} \end{pmatrix} + \begin{pmatrix} \gamma_{11} & \gamma_{12} & \gamma_{13} & \gamma_{14} \\ \gamma_{21} & \gamma_{22} & \gamma_{23} & \gamma_{24} \\ \gamma_{31} & \gamma_{32} & \gamma_{33} & \gamma_{34} \\ \gamma_{41} & \gamma_{42} & \gamma_{43} & \gamma_{44} \end{pmatrix} \begin{pmatrix} dICons_{t-1} \\ dIDP_{t-1} \\ dIFBCF_{t-1} \\ dIIPB_{t-1} \end{pmatrix} + \dots$$

$$+ \begin{pmatrix} \phi_{11} & \phi_{12} & \phi_{13} & \phi_{14} \\ \phi_{21} & \phi_{22} & \phi_{23} & \phi_{24} \\ \phi_{31} & \phi_{32} & \phi_{33} & \phi_{34} \\ \phi_{41} & \phi_{42} & \phi_{43} & \phi_{44} \end{pmatrix} \begin{pmatrix} dICons_{t-n} \\ dIDP_{t-n} \\ dIFBCF_{t-n} \\ dIIPB_{t-n} \end{pmatrix} + \begin{pmatrix} \varepsilon_{1t} \\ \varepsilon_{2t} \\ \varepsilon_{3t} \\ \varepsilon_{4t} \end{pmatrix}$$

$$BY_t = \Gamma_0 + \Gamma_1 Y_{t-1} + \dots + \Gamma_n Y_{t-n} + \varepsilon_t$$

#### 1.2.2. Forme réduite

En multipliant les deux membres par  $B^{-1}$ , il s'en suit :

$$Y_t = \pi_0 + \pi_1 Y_{t-1} + \dots + \pi_n Y_{t-n} + e_t$$

Où

$$\pi_0 = B^{-1}\Gamma_0, \pi_1 = B^{-1}\Gamma_1, \pi_n = B^{-1}\Gamma_n \quad e_t = B^{-1}\varepsilon_t$$

#### 1.3. Les données

L'application est menée sur de données annuelles de l'économie congolaise issues de la publication de « Perspective Monde, août 2016 »<sup>1</sup>. Elles ne concernent que la RDC et couvrent la période allant de 1960 à 2015 (T= 56 observations). Les variables utilisées sont le produit intérieur brut courant (PIB), la consommation des ménages (CONS), les dépenses gouvernementales (DP) ainsi que la formation brute du capital fixe (FBCF). Elles sont exprimées en dollars américains courants. Compte tenu de la nature des données, une transformation en logarithme a été nécessaire, avant modélisation proprement dite<sup>2</sup>. Quant à l'analyse des données, il a été fait recours au logiciel économétrique STATA 12.

### 4. Estimations du SVAR

#### 1.1. Stationnarité et ordre d'intégration des variables

La première étape avant l'estimation du modèle consiste à définir le degré d'intégration des variables. Pour y parvenir, le test ADF (Augmented Dickey-Fuller) a été utile. Les résultats de ce test sont présentés dans le tableau 2 suivant.

- 1 Les données sont disponibles sur ce site: <http://perspective.usherbrooke.ca/>.
- 2 On a : ICONS=log(Cons) ; IDP=log(DP) ; IBFBCF=log(FBCF) et IPIB=log(PIB).

Tableau 2 : Stationnarité à niveau

Variabes	Ordre d'intégration	ADF	MacKinnon 5%	Décision
ICONS	0	-1.686 (0.4385)	-2,926	Non stationnaire
IDP	0	-1.433 (0.5662)	-2,926	Non stationnaire
dIFBCF	0	- 2.560(0.1016)	-2,928	Non stationnaire
lPIB	0	-1.574 (0.4966)	-2,926	Non Stationnaire

Les valeurs entre parenthèses sont les p-value approximée de MacKinnon

Source : *Calculs des auteurs grâce à Stata 12.*

Il en ressort que toutes les variables de cette étude sont non stationnaires à niveau ; ce qui nécessite une transformation des données en différence première et un nouveau test. Le tableau 3 présente les résultats de cette deuxième tentative :

Tableau 3 : Stationnarité à la différence première

Variabes	Ordre d'intégration	ADF	MacKin-non 5%	Décision
dlcons	1	-11,968 (0.0000)	-2,927	stationnaire
dlDP	1	-7,872 (0.0000)	-2,927	stationnaire
dIFBCF	1	-10,805 (0.0000)	-2,929	stationnaire
dlPIB	1	-4,885 (0.0000)	-2,927	Stationnaire

Les valeurs entre parenthèses sont les p-value approximée de MacKinnon

Source : *Calculs des auteurs grâce à Stata 12.*

## 1.2. Estimation du VAR

Dans ce paragraphe, il est question de mener l'estimation du modèle VAR dont la dynamique de court terme n'est pas contrainte. Les étapes à suivre sont : l'estimation des paramètres du modèle VAR ; la détermination du nombre de retards de la représentation VAR et le diagnostic du VAR.

### 1.2.1. Détermination du nombre de retards

La première étape de la présente démarche consiste à déterminer le nombre de retards de la représentation VAR en LOG. Le calcul des

critères d'information LR<sup>3</sup>, FPE<sup>4</sup>, AIC<sup>5</sup>, SBIC<sup>6</sup> et HQIC<sup>7</sup> pour des retards allant de 1 à 2. Les résultats du tableau 4 montrent que le retard qui peut être retenu est de 0.

Tableau 4 : Détermination du nombre de retards

Lag	LR	FPE	AIC	HQIC	SBIC
0		2.1e-06*	-1.71222*	-1.65363*	-1.55778*
1	29.655	2.2e-06	-1.66436	-1.3714	-.892192
2	31.913*	2.3e-06	-1.66258	-1.13525	-.272673

Source : *Calculs des auteurs grâce à Stata 12.*

En effet, quatre critères d'information (FPE, AIC, HQIC et SBIC) parmi les cinq indiquent

3 LR: sequential modified LR test statistic (each test at 5% level).

4 FPE: Final prediction error.

5 AIC: Akaike information criterion.

6 SC: Schwarz information criterion.

7 HQ: Hannan-Quinn information criterion.



que le nombre de retards à retenir est de 0, ce qui renseigne que le modèle VAR estimé ci-haut reste retenu. A présent, il est possible de procéder au diagnostic du modèle VAR.

### 1.2.2. Diagnostic du VAR

#### ▪ Test de normalité

Pour ce test, les résultats obtenus sont présentés dans le tableau 5 :

Tableau 5 : Test de normalité de Jarque-Bera

Variabes	Test de normalité de Jarque-Bera (p-value)
dI CONS	0.00000*
dIDP	0.78093
dIFBCF	0.00000 *
dIPIB	0.86176
All	0.00000*

Source : *Calculs des auteurs grâce à Stata 12.*

Le constat qui ressort de ce tableau est que les variables consommation et formation brute du capital fixe sont celles qui sont normales. De même, le système, dans sa globalité, est normal au regard des probabilités associées à la statistique de Jarque-Bera qui sont inférieures à 5%.

#### ▪ Test d'autocorrélation des erreurs

Quant au test d'autocorrélation des erreurs, il ressort que pour le lag 2, il y a absence d'autocorrélation des erreurs alors que pour le lag 1, il y a présence d'autocorrélation des erreurs car la probabilité associée à cette statistique est inférieure à 5%.

Tableau 6 : Test d'autocorrélation des erreurs

Lag	P-value
1	0.04620 *
2	0.93680

Source : *Calculs des auteurs grâce à Stata 12.*

#### ▪ Test de stabilité

En jetant un regard sur le graphique 2 en annexe, il ressort qu'il y a stabilité du modèle parce toutes les racines sont à l'intérieur du cercle. Ceci implique que le modèle est propice pour effectuer les prévisions.

#### ▪ Test de causalité au sens de Granger

Cette étape permet de tester les différentes causalités entre variables. Les résultats de ce test sont présentés dans le tableau 7.

Tableau 7 : Test de causalité de Granger

Variable	Cause	P-value
Consommation	dIDP	0.064
	dIFBCF	0.017*
	dIPIB	0.032*
	All	0.023*
Dépenses publiques	dI CONS	0.226
	dIFBCF	0.009*
	dIPIB	0.207
	All	0.001*
Formation brute du capital fixe	dI CONS	0.417
	dIDP	0.637
	dIPIB	0.484
	All	0.635
PIB	dI CONS	0.020*
	dIDP	0.138
	dIFBCF	0.014*
	All	0.033*

\*Significatif à 5%

Source : *Calculs des auteurs grâce à Stata 12.*

Au vu de ces résultats, le constat est que dans l'économie congolaise, l'investissement et le PIB causent la consommation des ménages au seuil de 5% au sens de Granger. Ceci suggère que s'il y a plus d'investissements, les ménages consommeront d'avantage grâce à leur revenu qui s'accroîtrait du fait de la hausse de leurs rémunérations éventuellement. De même, le PIB est aussi une cause de la variation de la consommation des ménages. Autrement dit, une variation de la production entraîne celle des ménages : une forte production pourra nécessiter plus de facteurs de production dont la main-d'œuvre et vice-versa. Cette situation pourra impacter le revenu de cette dernière et,

par ricochet, sa consommation. Mais aussi, l'ensemble du système influence significativement la consommation au sens de Granger à 5%.

Quant aux facteurs qui peuvent être la cause des dépenses publiques, seul l'investissement privé est susceptible d'influer sur celles-ci. Ceci indiquerait qu'un haut niveau d'investissement entraînerait des dépenses élevées car l'Etat aura plus de moyens à travers les impôts et taxes. Il est, toutefois, important de craindre un effet d'éviction.

Concernant, le facteur pouvant être une des causes de la formation brute du capital fixe (FBCF), les résultats renseignent qu'aucune

variable ne cause cette dernière. Enfin, la consommation et la formation brute du capital fixe causent le PIB au seuil de 5%.

### 1.3. L'estimation du modèle SVAR

Dans ce point, il est question d'examiner les effets de court terme mais aussi analyser les effets de long terme.

#### 1.3.1. Analyse des effets contemporains à court terme

La décomposition de CHOLESKI est utile à ce propos. Le tableau 8 présente les résultats.

Tableau 8 : Estimation des paramètres structurels de court terme

Para- mètres	M O D E L E I			M O D E L E II		
	Valeurs	Intervalle de confiance 95%		Valeurs	Intervalle de confiance 95%	
		Limite <	Limite >		Limite >	Limite >
$a_{21}$	-0,49281275 (0.000)*	-0,7260613	-0,2595642	-0,4928128 (0.000)*	-0,7260613	-0,2595642
$a_{31}$	-1,5377434 (0.000)*	-2,236262	-0,8392251	-1,4627 (0.000)*	-2,064944	-0,860455
$a_{41}$	-0,7759256 (0.000)*	-0,8233656	-0,7284856	-0,7759252 (0.000)*	-0,8227184	-0,729132
$a_{32}$	0,15227636 (0.679)	-0,5694081	0,8739609	0	-	-
$a_{42}$	-0,09630001 (0.000)*	-0,1380967	-0,0545034	-0,09629929 (0.000)*	-0,1380232	-0,0545754
$a_{43}$	-0,09820149 (0.000)*	-0,1143893	-0,0820137	-0,098202 (0.000)*	-0,1143616	-0,0820424

Les montants entre parenthèses représentent les p-value. \*Significatif à 5%.

Source : Calculs des auteurs grâce à Stata 12.

#### ▪ Effets de la consommation des ménages

Il ressort du tableau que la consommation explique significativement les dépenses publiques négativement. De manière chiffrée, si la consommation varie de 1%, les dépenses publiques vont baisser de 0,49%. A court terme, la consommation des ménages influence significativement les dépenses publiques. Ceci peut être expliqué par le fait que c'est l'Etat qui est le grand employeur de la

RDC.

Il sied également de noter que l'effet contemporain de la consommation des ménages sur l'investissement (privé) est significatif et négatif. Par ailleurs, la relation de la consommation des ménages sur le PIB est aussi significative au seuil de 5%.

#### ▪ Effets des dépenses publiques

Les résultats ci-dessus indiquent que les dépenses publiques affectent significativement le

PIB à court terme mais pas l'investissement. Ceci corrobore la théorie macroéconomique qui suggère qu'à court terme, l'effet d'une politique budgétaire sur l'investissement est ambigu (Nyembwe, 2016). Toutefois, les dépenses publiques impactent négativement le PIB. L'investissement public, dans le cas congolais, influe donc de manière négative sur l'accumulation de richesses. Une augmentation des dépenses d'investissement public de 1 USD induirait, en période courante, une baisse du PIB de l'ordre de 0,096 USD. Ceci pourrait penser à croire que les gros salaires et les dépenses de gaspillage au sein du secteur public influencent beaucoup le PIB. Une augmentation de la consommation générale de l'Etat en période t d'un point entraînerait une chute du PIB de 0,96 point.

Aussi, toute augmentation des dépenses de consommation générale de l'Etat n'a pas d'influence sur l'investissement privé. Il est très probable que ce genre de dépenses publiques soit lié au phénomène de fuite de capitaux : toute hausse des dépenses de consommation générale de l'Etat vient enrichir les grands détenteurs de traitements et de salaires publics investissant leur « patrimoine » à l'étranger<sup>8</sup>. A en croire les chiffres de la Banque Mondiale, la consommation générale de l'Etat dépasse 6 milliards de dollars en 1997, soit près de 18% du PIB<sup>9</sup>, dont les salaires et traitements publics occupent une part de plus de 65%, soit 12% du PIB environ. En moyenne annuelle sur 38 ans (période 1960-1997), la consommation générale de l'Etat est de l'ordre de 2,6 milliards de dollars, dont presque 1,8 milliard pour les salaires et les traitements publics.

Un rapport<sup>10</sup> des structures de la société ci-

8 En ajoutant à ces enveloppes les sommes dilapidées par le biais de la corruption, la taille des ponctions opérées sur les ressources financières disponibles deviendra peut-être faramineuse et son impact sur l'accumulation du capital au sein du secteur privé serait plus accentué.

9 En comparaison avec d'autres pays en développement, la consommation générale de l'Etat en 1997 est de 12,3 % du PIB en Turquie, 12,0 % au Pakistan, 8,0 % en Egypte, 8,3 % au Mexique et 11,7 % du PIB en Syrie.

10 Il s'agit du rapport d'analyse du budget de la RDC pour l'exercice 2011.

vile de RDC indique que le montant total des affectations budgétaires obscures (parce qu'injustifiées) accordée à l'espace présidentiel est d'environ 5 milliards de francs congolais, soit près du double du budget du Ministère de l'Intérieur dont on connaît l'importance dans le contexte actuel, près de 4 fois le budget de l'ANR, plus de 7 fois celui de la CEI, juste pour alimenter la caisse noire des tous ces rentiers de l'Etat patrimonial. Il faut noter que ce Fonds n'est qu'une seule rubrique parmi plusieurs des crédits importants réservés à ce groupe dirigeant comparés aux maigres fonds réservés aux dépenses sociales : santé publique : 292 millions ; affaires Sociales : 71 millions ; agriculture, pêche et élevage : 148 millions ; développement rural : 111 millions, encore que ces montants ne garantissent pas une affectation transparente.

#### ▪ Effets des investissements privés

La Formation Brute du Capital Fixe (FBCF) influence significativement le PIB. En d'autres termes, l'investissement joue un rôle important dans le dynamisme de l'activité économique en RDC. Or, l'investissement est plus orienté vers le secteur minier. Cependant, les investissements dans le secteur minier sont générateurs de revenus substantiels pour les investisseurs étrangers, et ce processus est amplifié par des règles d'amortissement accéléré prévues par le code minier. Cette situation expose souvent l'économie congolaise aux chocs exogènes. Un rapport de la Banque Mondiale (2015) indique que la sensibilité de la RDC aux chocs externes et aux fluctuations de l'activité internationale et des prix des matières premières est très élevée. Cette sensibilité est due à la concentration des exportations sur les produits primaires des industries extractives et à la part importante des importations de produits alimentaires. Les exportations représentent en effet 35% du PIB, dont 95% sont des produits pétroliers et des minéraux. Afin de réduire cette sensibilité, la RDC pourrait opter pour une diversification géographique et par produits. Une autre option complémentaire serait d'augmenter le contenu local des produits exportés dans divers secteurs, notamment les mines et l'agriculture. Cependant, des infrastructures déficientes entravent l'activité économique en général et empêchent



le développement des activités en aval et en amont dans les deux secteurs.

D'ailleurs, le Groupe de la Banque Mondiale (2015) signale que ce sont les étrangers, notamment les multinationales du secteur minier, qui tirent plus profit des fruits de la croissance congolaise au détriment des congolais<sup>11</sup>. Le secteur minier, qui contribue à 48,4% à la croissance, n'emploie que 2 à 9% des travailleurs congolais. Or, la croissance étant un phénomène fini qui ne dure que le temps des ressources disponibles (Hance, 2012), il est important que la RDC cherche à y tirer le maximum de profit du fait que les ressources minières sont épuisables et sont vulnérables à la conjoncture économique.

En sus, les relations de court terme renseignent que la consommation, la formation brute du capital fixe et les dépenses publiques influencent significativement le PIB mais avec des coefficients négatifs.

### 1.3.2. Analyse des effets contemporains à long terme

Le tableau 9 qui suit présente les relations de long terme entre les variables d'intérêt.

Tableau 9 : Estimation des paramètres structurels de long terme

Paramètres	Valeurs	Intervalle de confiance 95%	
		Limite inférieure	Limite supérieure
$c_{21}$	0,7809079 (0.000)*	0,5009131	1,060903
$c_{31}$	1,416002 (0.000)*	1,136007	1,695997
$c_{41}$	1,017552 (0.000)*	0,7364031	1,298701
$c_{43}$	0,0908895 (0.525)	-0,1891054	37088430,

A long terme, il s'avère que seule la consommation influence le PIB en RDC et ce, de manière positive et significative, conformément à la théorie économique de la demande. L'investissement, autant que les dépenses publiques, n'impacte pas la production intérieure.

11 La croissance économique congolaise reste soutenue, tirée par le dynamisme du secteur minier. La production minière et les investissements connexes sont les principaux moteurs de la croissance en RDC.

## Conclusion

L'objet de la présente réflexion était de procéder à une évaluation empirique des effets feedback entre la consommation, les dépenses publiques, la formation brute du capital fixe et le PIB de l'économie congolaise, de 1960 à 2015. Au terme de cette étude, il apparaît qu'à court terme, la consommation des ménages a un impact sur les dépenses publiques, l'investissement et le PIB. La consommation, l'investissement et les dépenses publiques affectent négativement l'activité économique congolaise à court terme. C'est plutôt à long terme que la consommation affecte positivement la production dans le pays.

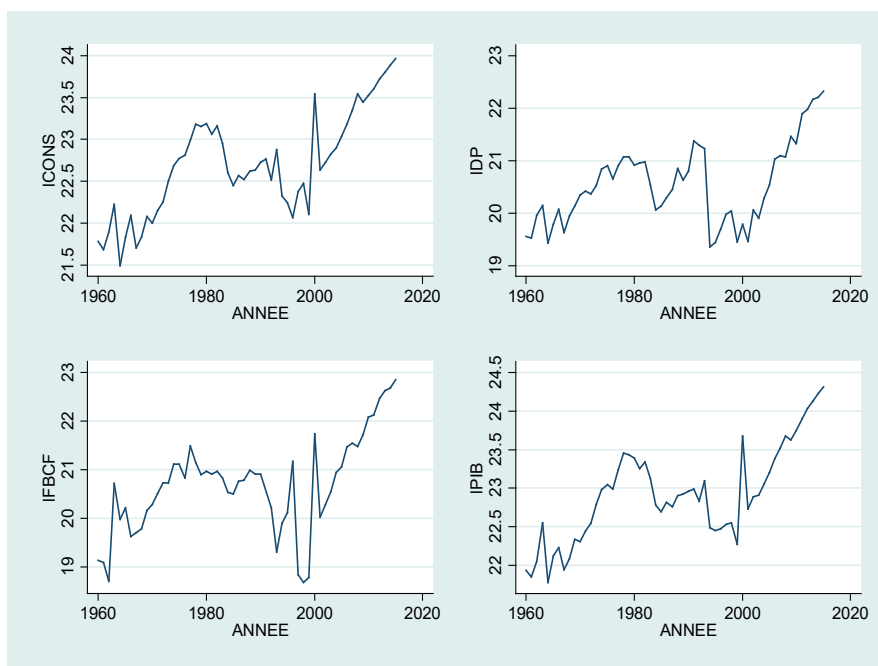
A court terme, la consommation des ménages, les dépenses publiques et la formation brute du capital fixe influencent significativement le PIB alors qu'à long terme seule la consommation impacte positivement ce dernier. Ainsi, les théories économiques s'accordent aux réalités à long terme. La particularité congolaise réside essentiellement dans l'unique effet positif de la consommation sur le PIB.

L'avantage de cette étude perfectible aura été de débattre d'une question très peu discutée empiriquement. Elle pourrait, cependant, être approfondie si pas améliorée en intégrant la structure de chaque agrégat considérée qui pourrait modifier les résultats. En effet, l'impact des dépenses publiques (pour ne parler que d'elles) sur le PIB peut dépendre de la structure des celles-ci. Par exemple, les dépenses de fonctionnement et celles d'investissement ne sauraient avoir le même portée sur la croissance d'une économie. De même, les investissements privés matériels et immatériels n'ont pas les mêmes effets sur le développement. En outre, selon que la consommation se rapporte essentiellement aux biens de production ou de luxe, le PIB ne saurait être impacté de la même manière.

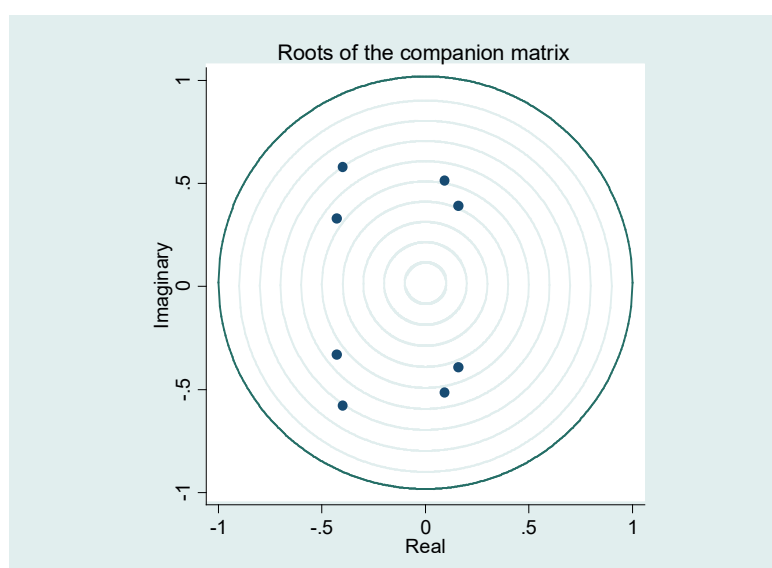
## Références bibliographiques

- Bossekota, W. L. et Sabiti, K. J. (2001). *R.D-Congo : Dernier pays pauvre du monde ?*. Kinshasa : Ed. Presses Universitaires Bel Campus, 356 p.
- Banque Mondiale (2015). *République Démocratique du Congo : Rapport de Suivi de la situation économique et financière - Renforcer la Résilience de Long Terme de la RDC*, Troisième Edition, 57 p.
- Hance, T. (2012). *Dix voies d'avenir pour neuf milliards d'humains*. Bruxelles : Ed. Racine, 180 p.
- Jones, C. I. (2000). *Théorie de la croissance endogène*, Bruxelles : De Boeck, 197 p.
- Mansouri, B., (2003). *Déséquilibres Financiers Publics, Investissement Privé et Croissance Economique au Maroc*, Projet de communication aux journées scientifique du Réseau, Marrakech.
- Mlachila, M., Tapsoba, R. et Sampawende, T. (2015). Pour une croissance de qualité. *Finances & Développement*.
- Mubimba, A. M. (2014). Croissance, inégalités et pauvreté en République Démocratique du Congo : quelle peut être la contribution d'une économie sociale ?. *Congo-Afrique*, n°482, pp. 138-145.
- MUKWAMBA, M. M. (2014). *Croissance économique et consommation des ménages en RDC de 2002 à 2013*. Mémoire inédit, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion/Université de Kinshasa.
- Ngondo, P. S. (2014). Le paradoxe d'une croissance économique sans développement en RD Congo ?. *Congo-Afrique*, n°483-484, pp. 233-243.
- Ngonga Nzinga, V. et Tombola, C. (2015). Vulnérabilité économique et résilience : comment la RDC résiste !. *Revue Congolaise de Politique Economique*, 1(1).
- Nyembwe Musungayi (2015). Cours de macroéconomie approfondie, Programme de d'Etudes Approfondies/Université de Kinshasa.
- PNUD (2014). *Rapport National sur le Développement Humain 2014, Cohésion nationale pour l'émergence de la République Démocratique du Congo*.
- Tcheta-Bampa, A., *Les déterminants de la non-croissance économique en République Démocratique du Congo (1920-2000)*.
- Tshiala, B. V. (2014). La République Démocratique du Congo, pays émergent vers 2025 : mythe ou réalité ?. *Congo-Afrique*, n°483-484, pp. 229-232.
- Vinod, T. (2002). *Qualité de la croissance*, Bruxelles, 1<sup>re</sup> éd. De Boeck, 282 p.
- World Bank (2015). *World Development Indicators : Size of the economy*. Press for the World Bank.
- CRADES (n. d.). *Analyse des déterminants de la consommation au Sénégal* », CRADES. Disponible en ligne sur [http://www.commerce.gouv.sn/IMG/pdf/CRADES\\_Etude\\_consommation.pdf](http://www.commerce.gouv.sn/IMG/pdf/CRADES_Etude_consommation.pdf)

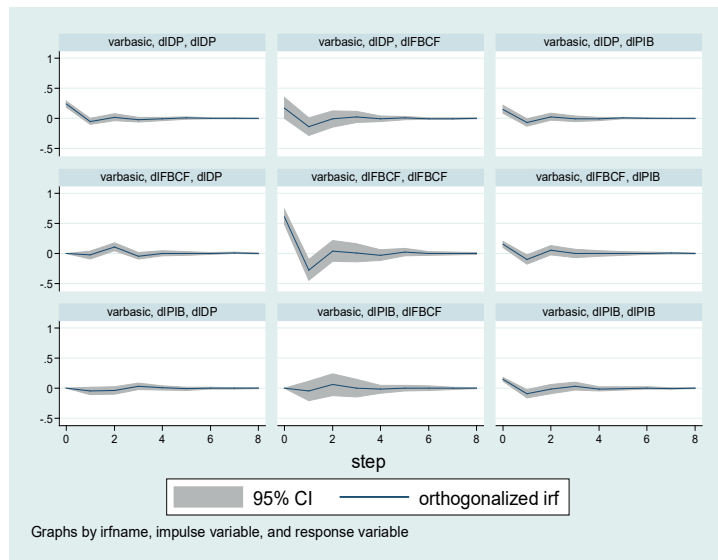
## Annexe 1 : Evolution des variables de 1960 à 2015



## Annexe 2 : Test de stabilité du VAR



### Annexe 3 : Réponses impulsionnelles : FEVDs



### Annexe 4 : Réponses impulsionnelles : IRF

